

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 81 | 3-9 janvier 2022

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 256 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

**3 janvier** : Des groupes de défense des droits ont [annoncé](#) que l'Institution de médecine légale a publié un rapport selon lequel le détenu malade Civan Boltan peut rester en prison, malgré le fait que les médecins qui l'ont soigné aient indiqué le contraire.

**6 janvier** : Le ministère de la Justice a [refusé](#) au député et médecin Ömer Faruk Gergerlioğlu l'autorisation de rendre visite à la politicienne kurde emprisonnée Aysel Tuğluk, qui a été détenue derrière les barreaux malgré un diagnostic de démence et des rapports hospitaliers indiquant qu'elle était inapte à rester en prison.

**7 janvier** : Les membres de la famille du prisonnier de 82 ans Yusuf Bekmezci ont [annoncé](#) qu'il était en soins intensifs après avoir subi une opération au cours de laquelle son cœur s'est arrêté. Emprisonné pour des liens avec le mouvement Gülen, l'homme d'affaires n'a pas été libéré alors qu'il souffrait de la maladie d'Alzheimer.

## PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

**7 janvier** : Un policier de Konya a [ouvert](#) le feu sur un véhicule qui n'aurait pas répondu à un avertissement d'arrêt, tuant une personne qui se trouvait à l'intérieur. L'officier a été détenu et arrêté en raison de l'incident.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**3 janvier** : Le bureau du gouverneur de Van a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**4 janvier** : Le bureau du gouverneur de Hakkari a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**6 janvier** : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) une personne qui manifestait devant un palais de justice pour exiger la libération d'un prisonnier malade.

**6 janvier** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) une personne qui manifestait devant un palais de justice pour exiger la libération des avocats emprisonnés.

**6 janvier** : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) trois anciens employés municipaux pour protester contre leur licenciement.

**7 janvier** : Un tribunal d'Istanbul a [remis en liberté](#) conditionnelle Ersin Berke Gök et Caner Perit Özen, des étudiants universitaires jugés avec 12 autres personnes en raison de leur participation aux manifestations de l'université de Boğaziçi.

**9 janvier** : Le bureau du gouverneur de Tunceli a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**3 janvier** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois reportages sur la saisie de cocaïne dans le port de Mersin.

**3 janvier** : L'Association des journalistes a [rapporté](#) que 67 journalistes ont été jugés en décembre 2021, passibles d'un total de 1 334 ans de prison et de trois peines à perpétuité tandis que huit journalistes ont été condamnés à 14 ans de prison.

**4 janvier** : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès à Radio Garden au motif que la plateforme de radio en ligne n'avait pas obtenu de licence de diffusion.

**5 janvier** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) le journaliste Ferhat Çelik en vertu d'un mandat délivré par les procureurs de Gaziantep pour un reportage.

**5 janvier** : Un tribunal administratif d'Ankara a [donné raison](#) au journaliste Birkan Bulut qui avait déposé une plainte contre la direction présidentielle de la communication pour son refus de traiter sa demande de carte de presse.

**6 janvier** : Un tribunal de Van a [décidé](#) d'acquitter les journalistes Adnan Bilen, Cemil Uğur, Şehriban Abi et Zeynep Durgut des accusations de terrorisme tout en condamnant la journaliste Nazan Sala à un an et trois mois de prison. Les journalistes ont été jugés et détenus pendant des mois pour avoir couvert un incident présumé de torture impliquant des soldats.

**6 janvier** : Les procureurs de Van ont [inculpé](#) le cadre local du HDP Handan Karakoyun en raison d'un message sur les réseaux sociaux.

**6 janvier** : Les procureurs de Kocaeli ont [ouvert](#) une enquête sur le député Ömer Faruk Gergerlioğlu en raison de commentaires qu'il avait tenus devant une

prison de Kocaeli après qu'il n'avait pas été autorisé à rendre visite à la prisonnière malade Aysel Tuğluk.

**6 janvier** : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par l'agence de presse pro-kurde Etkin (ETHA).

**6 janvier** : La Cour constitutionnelle a [ordonné](#) à l'État de verser une indemnisation aux universitaires Esra Mungan, Kıvanç Ersoy, Muzaffer Kaya et Meral Camci qui ont été détenus pour terrorisme en raison d'une conférence de presse qu'ils ont tenue.

**7 janvier** : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) le journaliste Rojhat Doğru à la prison à vie ainsi qu'à 12 ans et un mois de prison pour quatre chefs d'accusation différents pour sa couverture des manifestations généralisées dans les provinces à majorité kurde en 2014.

**7 janvier** : Un tribunal d'Izmir a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois reportages sur des allégations de népotisme impliquant un doyen de la faculté d'une université locale.

**7 janvier** : La Cour constitutionnelle a [ordonné](#) à l'État de verser des dommages et intérêts à sept médias qui se sont vu interdire l'accès à leurs reportages et à une chronique. Le tribunal a jugé que les interdictions d'accès constituaient une violation de la liberté d'expression et de diffusion de la pensée.

**8 janvier** : Un tribunal de Konya a [décidé](#) de bloquer l'accès à deux reportages et à une page de blog sur des allégations selon lesquelles un maire de district local aurait été filmé en train de boire de l'alcool au volant.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**4 janvier** : Les procureurs ont [rejeté](#) une enquête sur des allégations de torture systématique et d'agression sexuelle contre Garibe Gezer, une détenue décédée en décembre après avoir été informés qu'elle avait été gravement torturée dans une prison de Kocaeli. Les autorités ont affirmé que Gezer s'était suicidée.

**7 janvier** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter 12 accusés et d'imposer une amende avec sursis à l'un d'entre eux qui a été jugé pour une attaque collective contre Barbaros Şansal, créateur de mode et critique virulent du gouvernement turc.

## MINORITÉ KURDE

**5 janvier** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) le journaliste Ferhat Çelik en vertu d'un mandat délivré par les procureurs de Gaziantep pour un reportage publié par l'agence de presse pro-kurde Mezopotamya.

**6 janvier** : Un tribunal de Diyarbakir a [décidé](#) de libérer l'ancien député du HDP Abdullah Zeydan après qu'une Cour d'Appel a annulé sa peine de 8 ans de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**6 janvier** : Un tribunal de Van a [décidé](#) d'acquitter les journalistes Adnan Bilen, Cemil Uğur, Şehriban Abi et Zeynep Durgut des accusations de terrorisme tout en condamnant la journaliste Nazan Sala à un an et trois mois de prison. Les journalistes ont été jugés et détenus pendant des mois pour avoir couvert un incident présumé de torture impliquant des soldats.

**6 janvier** : Le ministère de la Justice a [refusé](#) au député et médecin Ömer Faruk Gergerlioğlu l'autorisation de rendre visite à la politicienne kurde emprisonnée Aysel Tuğluk, qui a été détenue derrière les barreaux malgré un diagnostic de démence et des rapports hospitaliers indiquant qu'elle était inapte à rester en prison. Les procureurs ont [ouvert](#) une enquête sur Gergerlioğlu à la suite de ses propos devant la prison de Kocaeli où Tuğluk est incarcérée.

**6 janvier** : Les procureurs de Van ont [inculpé](#) le cadre local du HDP Handan Karakoyun en raison d'un message sur les réseaux sociaux.

**6 janvier** : Un tribunal de Diyarbakir a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par l'agence de presse pro-kurde Etkin (ETHA).

**7 janvier** : Un tribunal de Diyarbakir a [condamné](#) le journaliste Rojhat Doğru à la prison à vie ainsi qu'à 12 ans et un mois de prison pour quatre chefs d'accusation différents pour sa couverture des manifestations généralisées dans les provinces à majorité kurde en 2014.

**7 janvier** : Un tribunal de Gaziantep a [condamné](#) 62 personnes, dont des membres du HDP et du Parti des régions démocratiques (DBP), à diverses peines de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**9 janvier** : Une foule à Ankara a [attaqué](#) trois étudiants universitaires kurdes, blessant l'un d'entre eux. Deux

personnes ont été brièvement détenues en lien avec l'incident.

## CONDITIONS DE DÉTENTION

**4 janvier** : L'administration pénitentiaire de Şırnak n'a pas [livré](#) les vêtements envoyés par les membres de la famille du détenu Kasım Yiğit.

**5 janvier** : Un nouveau [rapport](#) publié par un groupe de défense des droits basé sur des plaintes liées à la pandémie reçues de prisonniers a signalé des problèmes concernant les salles de quarantaine, le manque de ventilation appropriée et les installations insalubres.

**6 janvier** : Une prison de Samsun a [bloqué](#) le traitement médical des détenus qui refusaient de se soumettre à des fouilles buccales.

**9 janvier** : Des groupes de défense des droits ont [signalé](#) que les enfants âgés de 0 à 6 ans qui vivent derrière les barreaux aux côtés de leur mère sont privés d'accès à une alimentation adéquate et à des équipements de base tels que des couches et que beaucoup d'entre eux souffrent d'un retard de développement.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**3 janvier** : Un tribunal administratif de Bolu a [imposé](#) une injonction sur la mise en œuvre d'une série de réglementations discriminatoires adoptées par le conseil municipal pour imposer des frais exorbitants aux migrants pour accéder aux services publics de la ville.

**3 janvier** : Deux enfants se sont [réfugiés](#) dans la province frontalière de Van après que leur mère, une migrante afghane, est morte de froid alors qu'elle tentait de traverser la Turquie depuis l'Iran.

**8 janvier** : Un migrant serait [mort](#) de froid près de la frontière grecque dans la province d'Edirne.

**9 janvier** : Un groupe important d'habitants de la région [attaque](#) des magasins appartenant à des Syriens à Istanbul. Le bureau du gouverneur a annoncé que sept personnes avaient été arrêtées en lien avec l'incident.

**9 janvier** : Une foule raciste a [agressé](#) une famille afghane à Ankara, blessant au moins une personne.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**4 janvier** : La police de Balıkesir a [agressé](#) deux personnes qui auraient omis de se conformer à un avertissement de s'arrêter.

**4 janvier** : Les procureurs ont [rejeté](#) une enquête sur des allégations de torture systématique et d'agression sexuelle contre Garibe Gezer, une détenue décédée en décembre après avoir été informés qu'elle avait été gravement torturée dans une prison de Kocaeli. Les autorités ont affirmé que Gezer s'était suicidée.

**6 janvier** : Des gardiens d'une prison d'Istanbul ont [agressé](#) physiquement d'anciens élèves-officiers incarcérés pour avoir prétendument participé à une tentative de coup d'État en juillet 2016.

**6 janvier** : La police d'Istanbul a [maltraité](#) un manifestant lors de son intervention dans une manifestation.

## RÉPRESSION ET VIOLATIONS TRANSNATIONALES

**9 janvier** : Les médias syriens ont [rapporté](#) que les groupes mandataires de la Turquie ont arrêté plusieurs civils pour avoir protesté contre les mauvaises conditions de vie dans la zone occupée par la Turquie.

## DROITS DES FEMMES

**5 janvier** : Un rapport mensuel de surveillance de la violence masculine a [révélé](#) que les hommes avaient tué 34 femmes et infligé des violences à au moins 61 femmes en décembre.

**5 janvier** : Une plateforme des droits des femmes a [signalé](#) que 280 femmes ont été assassinées par des hommes en 2021 tandis que 217 autres sont décédées dans des circonstances suspectes.